

Chronologie

April–Juni / avril-juin 2013

April/avril

02.04. Nach monatelangem Lügen gesteht Ex-Haushaltsminister Jérôme Cahuzac, seit mehr als 20 Jahren im Besitz eines Schwarzgeldkontos zu sein, auf dem derzeit etwa 600 000 Euro lägen. In seiner Stellungnahme bittet er Staatspräsident François Hollande, seine Kollegen, Wähler und die Franzosen um Verzeihung. Er sei in einer „*Spirale der Lügen*“ gefangen gewesen, erklärt er. Hollande verurteilt das Vergehen als „*unverzeiblichen moralischen Fehler*“. Nach der Einleitung eines Ermittlungsverfahrens war Cahuzac am 19. März zurückgetreten, hatte jedoch danach stets seine Unschuld beteuert.

07.04. Eine im Elsass geplante Gebietsreform, welche die Zusammenlegung der regionalen Versammlungen und Haushalte der *Départements* Haut-Rhin und Bas-Rhin sowie des Regionalrats

vorgesehen hatte, scheitert an einer Volkabstimmung. Während 67,3 % der Einwohner des Bas-Rhin der Reform zustimmen, lehnen 55,74 % der Einwohner des Haut-Rhin diese ab. Die Wahlbeteiligung ist mit unter 40 % sehr niedrig. Für eine Umsetzung der Reform hätten 25 % der eingeschriebenen Wähler in jedem *Département* zustimmen müssen.

08.04. Zwei in Afghanistan unabhängig voneinander entführte französische Geiseln, der Fotograf Pierre Borghi und ein Mitarbeiter einer französischen Nichtregierungsorganisation, werden nach mehreren Monaten wieder freigelassen. Die genauen Umstände ihrer Befreiung sind unklar.

09.04. Knapp drei Monate nach dem Beginn des Militäreinsatzes gegen islamistische Rebellen in Mali beginnt Frankreich mit dem allmählichen

Des déchets encombrants

Après des années de débats souvent houleux sur le stockage des déchets nucléaires et neuf ans avant la fermeture définitive des centrales allemandes, les représentants du gouvernement fédéral et ceux des gouvernements des *Länder* trouvent le 8 avril un accord sur la procédure de recherche d'un site adéquat. Berlin adopte le 23 avril un projet de loi en ce sens, en vue de la création d'une commission d'experts de 24 membres à laquelle seront associés les défenseurs de l'environnement, les églises, la recherche scientifique, les entreprises et les syndicats aux côtés de responsables politiques. Il s'agit avant tout de définir dans un esprit consensuel les critères de

sélection d'ici 2015. Jusqu'ici, c'est une ancienne mine de sel en Basse-Saxe, à Gorleben, qui avait été désignée pour succéder aux douze sites de stockage provisoire retenus en 2002 et 2003. Mais Gorleben étant contesté, l'Allemagne doit trouver une autre solution d'ici 2031 pour les déchets en provenance des usines de retraitement de La Hague en France et de Sellafield en Grande-Bretagne. Après l'adoption du projet de loi par les deux chambres du Parlement, le choix des sites provisoires pour les 26 Castors prévus pour 2014 ne sera fait qu'après les élections du 22 septembre et la formation du nouveau gouvernement.

Zusammengestellt von Simona Gnade, *French Cultural Center / Alliance Française* (Boston), ehemalige Programm-assistentin im Programm Frankreich / deutsch-französische Beziehungen der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik e. V. (DGAP), und François Talcy, Journalist.

Etablie par Simona Gnade, *French Cultural Center / Alliance Française* (Boston), ancienne assistante du programme France / relations franco-allemandes de la Société de politique étrangère allemande (DGAP), et François Talcy, journaliste.

Consultations bilatérales

L'Allemagne et l'Inde se retrouvent le 11 avril à Berlin pour les 2^{es} consultations bilatérales, en présence du premier ministre indien, Manmohan Singh, et plusieurs membres du gouvernement allemand. La première réunion a eu lieu en 2011 à New Delhi. Les deux pays expriment à cette occasion leur volonté de poursuivre les négociations sur un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Inde, considéré par les deux parties comme « *un pas prometteur vers une plus grande croissance et prospérité* ». Pendant un an et demi, une Année de l'Allemagne a présenté en Inde des « *opportunités infinies* » de coopération, tant sur le plan économique que dans les domaines de la recherche, de la santé et de l'énergie. Les investissements allemands portent surtout sur les transports et les secteurs de l'électricité et des métaux. Une Maison allemande de la science et de l'innovation (DWIH) a été inaugurée en octobre 2012 dans la capitale indienne pour faciliter les contacts entre scientifiques et étudiants.

L'Allemagne organise de telles consultations régulières avec peu de pays en Europe (France, Espagne, Italie, Pologne et Russie) et hors du continent européen (Israël et Chine). Les Pays-Bas sont ajoutés à la liste le 23 mai, avec une première rencontre bilatérale à Kleve, à la frontière entre les deux pays.

Les relations avec la Russie sont mises en relief le 7 avril dans le cadre de la Foire de Hanovre, inaugurée conjointement par Angela Merkel et Vladimir Poutine. En 2012, le volume des échanges germano-russes atteignait déjà près de 80 milliards d'euros. 6 500 exposants de 65 pays participent à cette vitrine de l'industrie mondiale, dont 160 de Russie. Des manifestations accompagnent la visite du président russe, en raison notamment des perquisitions menées contre des fondations politiques. La chancelière

évoque le sujet dans son discours d'ouverture en demandant que Moscou accorde leurs chances aux organisations non-gouvernementales. Un autre incident intervient en juin, lorsque l'inauguration commune d'une exposition à Saint-Pétersbourg est remise en question – Angela Merkel souhaitant, contre l'avis du président Poutine, insister dans son discours sur la restitution des œuvres d'art allemandes envoyées en Russie après la Seconde Guerre mondiale par les troupes de l'Armée Rouge stationnées dans la zone d'occupation soviétique et considérées par Moscou comme des trophées en réparation des dommages de guerre. Finalement, Vladimir Poutine accepte le 21 juin que la chancelière s'exprime sur le sujet ; il participe avec elle au vernissage de l'exposition.

Relations étroites également avec la Chine : pour sa première visite officielle dans l'Union européenne depuis son élection à la tête du gouvernement chinois en mars 2013, le premier ministre Li Keqiang se rend à Berlin le 26 mai, où il est reçu avec les honneurs militaires par la chancelière qui a déjà eu l'occasion de le rencontrer à deux reprises par le passé, lorsqu'il était encore vice-premier ministre. Au centre des entretiens, la Syrie (Pékin compte parmi les Etats qui avec la Russie et l'Iran soutiennent le régime de Bachar el-Assad), mais aussi le commerce de libre échange entre l'Union européenne et la Chine (l'Allemagne, hostile au protectionnisme, promet d'aider Pékin sur la question des droits de douane imposés aux produits bon marché de l'énergie solaire et des télécommunications en provenance de Chine). Au cours de cette visite, pas moins de 17 accords et déclarations d'intention sont signés sur l'intensification de la coopération économique, politique et culturelle entre les deux pays. Le 27 mai, Angela Merkel évoque avec son hôte la question des droits de l'homme et tout spécialement le cas de l'artiste chinois Ai Weiwei, hostile au régime.

Rückzug seiner Truppen. Die Zahl der Soldaten soll sich nach Angaben des Verteidigungsministerrums bis Ende Juli auf 2 000 sinken. Ende des Jahres sollen nur noch 1 000 Soldaten zur Unter-

stützung der UN-Truppen im Einsatz sein. Zudem fordert die französische Regierung Mali auf, eine Parlamentswahl abzuhalten, um den Demokratisierungsprozess voranzubringen.

11.04. Gilles Bernheim, seit 2008 Oberrabbiner Frankreichs, gibt sein Amt wegen Plagiatsvorwürfen auf. Er habe in mehreren Schriften und Büchern bei anderen Autoren abgeschrieben und teilweise Ghostwriter engagiert, so Bernheim. Auch sein akademischer Grad in Philosophie wäre ihm während seiner Kandidatur für das Großrabbineramt mehr oder weniger angedichtet worden. Er galt in Frankreich als religiöse und intellektuelle Autorität.

15.04. Erstmals werden in Frankreich die Vermögensverhältnisse der Regierungsmitglieder auf den Internetseiten der Regierung veröffentlicht. Die Veröffentlichung der Angaben zu Konten und Immobilien steht im Zusammenhang mit der Affäre um den zurückgetretenen Haushaltminister Jérôme Cahuzac sowie der Ankündigung François Hollandes, einen verstärkten Kampf gegen Wirtschafts- und Steuerkriminalität in Frankreich und Europa führen zu wollen.

17.04. Wirtschafts- und Finanzminister Pierre Moscovici und Budgetminister Bernard Cazeneuve stellen im Ministerrat das Stabilitätsprogramm 2014–2017 vor. Bei einer Wachstumsannahme von 0,1 % in diesem Jahr, 1,2 % 2014 und 2 % in den Folgejahren soll das strukturelle Defizit schrittweise von derzeit 3,7 auf 2,9 % im Jahr 2014, 2 % im Jahr 2015, 1,2 % im Jahr 2016 und 0,7 % im Jahr 2017 abgesenkt werden. Diese Ziele sollen durch Ausgabenkürzungen beim Staat, den Gebietskörperschaften und in der Sozialversicherung sowie durch eine Verringerung von Steuervorteilen und der Bekämpfung von Steuerhinterziehung erreicht werden. Die Gesamtverschuldung werde bis 2014 ansteigen (94,3 % des Bruttoinlandsprodukts) und erst ab 2015 rückläufig sein. Am 25. Juni bestätigt Premierminister Jean-Marc Ayrault eine Ausgabenkürzung im Jahr 2014 um 1,5 Milliarden Euro. Die Einsparungen sollen beim Staat und den Gebietskörperschaften erfolgen. Bei Bildung, Justiz und Sicherheit sowie bei der Beschäftigungspolitik soll hingegen nicht gespart werden.

19.04. Die Mitte Februar im Norden Kameruns entführte und von nigerianischen Islamisten

Visites en Afrique

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, entame le 16 avril un périple de cinq jours en Afrique. Après Accra, où il rencontre des membres du gouvernement et de jeunes chefs d'entreprises du Ghana, il se rend avec une forte délégation économique en Afrique du Sud et au Mozambique. Plus de deux décennies après la fin de l'apartheid, la République sud-africaine reste économiquement un pays de contraste, dans lequel les bons taux de croissance ne profitent pas à toutes les couches sociales. Première économie nationale d'Afrique, elle enregistre un taux de chômage d'au moins 25 %. Le ministre allemand visite au Cap l'Institut africain des sciences mathématiques (AIMS) qui a déjà formé plus de 250 étudiants venus d'une trentaine de pays africains. Une quinzaine de centres AIMS sont prévus sur l'ensemble du continent. Après une escale à Pretoria pour des entretiens politiques, Guido Westerwelle visite le port industriel de Maputo au Mozambique et s'informe sur un projet d'aide aux femmes enceintes séropositives, soutenu par la Fondation allemande de lutte contre le Sida.

in Geiselhaft genommene siebenköpfige französische Familie Moulin-Fournier wird freigelassen. An der Grenze zu Nigeria übergeben die Entführer der islamistischen Sekte *Boko Haram* die Geiseln an die kamerunischen Behörden und fordern im Gegenzug die Freilassung von Komplizen aus kamerunischer und nigerianischer Haft ein.

21.04. Laut einer Umfrage des Forschungsinstituts Ifop sind 74 % der Franzosen mit Präsident Hollande unzufrieden. Nur 2 % der Befragten geben an, „sehr zufrieden“ zu sein, 23 % sind „eher zufrieden“. Damit schlägt der amtierende Präsident den Negativrekord seines Vorgängers Sarkozy.

23.04. Die französische Nationalversammlung verabschiedet endgültig das Gesetz zur gleichgeschlechtlichen Ehe und das damit verbundene Adoptionsrecht. Bei zehn Enthaltungen stimmen

331 Abgeordnete für das Gesetz und 225 dagegen. Der Senat hatte dem Gesetz bereits am 12. April zugestimmt. Frankreich ist das 14. Land weltweit und das neunte europäische Land, das die gleichgeschlechtliche Ehe erlaubt. Kirchenvertreter, Konservative und andere Gegner hatten bis zuletzt mit massiven Protesten versucht, das Gesetz zu stoppen. Am 17. Mai wird die Verfassungsklage der konservativen Opposition vom Verfassungsrat abgelehnt.

25.04. Als erster europäischer Staatschef besucht François Hollande den neuen chinesischen Präsidenten Xi Jinping. Beide unterzeichnen mehrere Abkommen und Verträge für die Bereiche Tourismus, Luftverkehr, Umweltschutz und finanzielle Zusammenarbeit. China bestellt zudem 60 Airbus-Flugzeuge. Der zweitägige Besuch Hollandes bildet den Auftakt für die 50-Jahr-Feiern der Aufnahme diplomatischer Beziehungen zwischen Frankreich und China, zu denen es 1964 unter Charles de Gaulle gekommen war.

25.04. Die Entdeckung einer Pinnwand in den Räumen der linksgerichteten französischen Richtergewerkschaft *Syndicat de la magistrature* (SM), auf der unter dem Titel „*Idiotenwand*“ die Fotos zahlreicher französischer Politiker hängen, schlägt in Frankreich Wellen. Justizministerin Christine Taubira verurteilt das „*unangebrachte Verhalten*“ scharf und ruft die oberste Richteraufsicht des Landes an, die prüfen müsse, ob die Richter gegen ihr Berufsethos verstossen hätten.

25.04. Das französische Arbeitsministerium meldet die höchste jemals in Frankreich registrierte Zahl an Arbeitslosen. Ende März waren mehr als 3,2 Millionen Menschen ohne Arbeit; 39 800 mehr als im Vormonat. Im Vergleich zum April vergangenen Jahres steigt die Zahl damit um 12,5 %.

29.04. Der Gesamtbetriebsrat des angeschlagenen Autobauers *PSA-Peugeot-Citroën* stimmt dem bereits angekündigten Spar- und Sanierungsplan zu, der den Abbau von 11 200 Stellen sowie die Schließung der Werke in Rennes und Aulnay-sous-Bois bei Paris vorsieht. Die Reduzierung der

Arbeitsplätze soll mit freiwilligen Kündigungen erreicht werden.

Hommages à la « Dame de fer »

La chancelière rend hommage à Margaret Thatcher, ancienne premier ministre britannique (de 1979 à 1990), décédée le 8 avril à l'âge de 87 ans. « *Un leader extraordinaire de notre époque* », estime Angela Merkel. « *Une combattante et avocate des intérêts de son pays* », souligne pour sa part l'ancien chancelier Helmut Kohl, qui rappelle certes des conceptions différentes sur bien des sujets, mais insiste sur « *une relation empreinte de respect mutuel* » guidée par « *son amour de la liberté, son ouverture d'esprit incomparable, sa franchise et son style direct* ».

Critique envers la politique étrangère menée par Londres à l'époque de Margaret Thatcher, l'ancien ministre des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, salue néanmoins le redressement économique instauré par la « Dame de fer ». Quant à Guido Westerwelle, l'actuel chef de la diplomatie allemande qui représente Berlin aux obsèques le 17 avril, il considère que l'ancien chef du gouvernement britannique « *fait partie de ces gens rares dont on sait déjà, de leur vivant, qu'ils ont écrit l'Histoire* ».

29.04. Die Kommission zur Ausarbeitung des Weißbuches der Verteidigung und nationalen Sicherheit überreicht François Hollande das *Weißbuch 2013*, das an den großen Leitlinien der französischen Verteidigungspolitik (darunter die Einbindung in die NATO und der Besitz nuklearer Abschreckung) festhält. Vorgesehen wird die Entwicklung einer Cyber-Verteidigung, die Aufstockung von Sondereinheiten sowie der Kauf von Überwachungsdrohnen. Der Umfang der Streitkräfte soll im Zeitraum 2015 bis 2019 um etwa 10 % auf insgesamt 260 000 Personen reduziert werden.

29.04. François Hollande kündigt im Elysée eine Vielzahl von Maßnahmen zur Förderung des Unternehmergeistes in Frankreich an. Dazu gehören unter anderen Hilfeleistungen für Unter-

nehmensgründungen von Studenten, ein spezielles Visum für junge ausländische Unternehmensgründer, die Förderung von Unternehmensgründungen in sozialen Brennpunkten sowie eine aktive Unterstützung der Expansions- und Wachstumsstrategien von Unternehmen. Weiterhin sollen Anreize zur Investition in junge und innovative Unternehmen geschaffen, Unternehmen der Solidarwirtschaft mit einem Fonds für soziale Innovation gestützt und das Investitionsrisiko durch eine Senkung der Kapitalbesteuerung auf Investitionskapital stärker gewürdigt werden.

Mai/mai

03.05. François Hollande rügt Mitglieder seiner Partei für ihre Kritik an der Politik von Bundeskanzlerin Angela Merkel. Er habe Merkel versichert, dass er an die deutsch-französische Freundschaft glaube. Führende Sozialisten hatten Ende April in einem 20-seitigen Parteipapier zum Kampf gegen „*die egoistische Unnachgiebigkeit von Merkel*“ aufgerufen.

05.05. Ein Jahr nach dem Amtsantritt von Staatspräsident Hollande demonstrieren in Paris und anderen Städten Frankreichs zehntausende Anhänger der linken Opposition gegen die Sparpolitik und die Einführung der gleichgeschlechtlichen Ehe. Linksparteichef Jean-Luc Mélenchon hatte zuvor zu dem Protestmarsch aufgerufen. Führende Sozialisten werfen Mélenchon vor, die Linke zu spalten.

07.05. Die Terrororganisation *al-Qaida* im islamischen Maghreb (AQMI) ruft zum Heiligen Krieg gegen französische Ziele weltweit auf. Hintergrund des Aufrufs ist der französische Militäreinsatz in Mali. Frankreich führt einen „*Kreuzzug gegen die Muslime*“ und halte ein „*Land des Islam*“ besetzt, so AQMI-Kommandeur Abu Obeida Jussef al-Annabi in einer im Internet veröffentlichten Audiobotschaft. Am 23. April hatten militante Extremisten die französische Botschaft in Libyens Hauptstadt Tripolis angegriffen. Bei der Explosion einer Autobombe waren drei Menschen verletzt und ein Teil der das Gebäude umgebenden Mauer zerstört worden.

La Bundeswehr en Afghanistan

Pour la première fois depuis près de deux ans, un soldat allemand, appartenant à l'unité d'élite KSK, est tué en Afghanistan le 4 mai au cours d'une opération lancée avec des soldats de l'armée afghane contre les rebelles. Dans la perspective de départ des 4 100 soldats de la *Bundeswehr* en 2014, la chancelière, en visite dans le nord du pays le 9 mai, demande que le gouvernement de Kaboul accélère les réformes et prépare les élections présidentielles d'avril 2014. Pour des raisons de sécurité, le gouvernement afghan n'a été prévenu de cette visite qu'au dernier moment par l'ambassade d'Allemagne. Kaboul fait savoir que ce déplacement-surprise ne correspond pas aux normes diplomatiques. Le ministre des Affaires étrangères, Guido Westerwelle se rend dans la capitale afghane le 8 juin pour réitérer les conseils de la chancelière, qui n'a pas rencontré le président Hamid Karzai au cours de sa brève visite auprès des soldats allemands un mois plus tôt.

Un processus de stabilisation de l'Afghanistan après 2014 est évoqué le 14 mai dans le cadre du groupe international, créé en 2009, réuni à Berlin en présence de plus de 50 pays et organisations. L'Allemagne avait été le premier pays de l'OTAN à proposer le 18 avril de maintenir 800 soldats pour aider l'Alliance atlantique dans les futures missions de formation et de conseil définies pour soutenir les forces de sécurité afghanes. Le 20 juin, c'est le ministre de la Défense, Thomas de Maizière, qui effectue à son tour une visite auprès des soldats allemands, deux jours après que les forces locales de la police et de l'armée ont pris la relève des troupes de la *Bundeswehr*.

13.05. Die Regierungskommission Lescure präsentiert ihren Bericht zur Neugestaltung der Kulturförderung in Frankreich (*Acte II de l'exception culturelle*). Ziel ist die Sicherstellung der Finanzierung von Film, Musik und Literatur im digitalen Zeitalter. Die Kommission empfiehlt unter anderem, den Kauf von internetfähigen Geräten, wie *Smartphones*, *Tablets* oder Rechnern,

Un drone trop coûteux

Le ministre de la Défense, Thomas de Maizière, décide le 15 mai de stopper le développement du programme de drones de surveillance *EuroHawk*, en raison de surcoûts estimés à quelque 600 millions d'euros, mais aussi en raison du fait que le Pentagone a refusé aux acheteurs non-américains l'accès aux codes qui devait permettre de certifier les appareils, afin qu'ils puissent voler dans l'espace aérien. Ce programme avait été décidé par la coalition du chancelier Gerhard Schröder en 2001. Berlin avait signé en 2007 un accord avec EADS et le groupe américain *Northrop Grumman* pour la construction d'un drone allemand à partir du modèle américain *Global Hawk*. Le premier vol a eu lieu en 2011 entre les Etats-Unis et la Bavière, vol au cours duquel le contact avait été interrompu pendant plusieurs minutes.

Au début de l'année, le drone a été testé avec succès dans le ciel de l'Allemagne pendant six heures. Plusieurs journaux font cependant état de nombreux problèmes techniques, connus du ministère, qui aurait dû informer les députés depuis plusieurs années. L'Agence européenne de la Sécurité aérienne (EASA) aurait déjà indiqué

que le drone n'aurait pas l'autorisation de survoler des zones habitées, car il ne possède pas de système anticollision. Berlin a déjà investi environ 562 millions d'euros dans ce projet conclu avec la firme américaine. Le 22 mai, le ministère consent à fournir à la Cour des Comptes toutes les informations nécessaires à l'examen du dossier, ce que Berlin refusait jusqu'ici pour respecter les droits de la firme américaine, conformément aux accords passés. Malgré cette débâcle, le gouvernement allemand confirme le 29 mai qu'il maintient sa commande de 16 drones, dont 5 seront remis à la *Bundeswehr* dès 2016.

L'opposition dénonce un gaspillage et un manque d'information. Le ministre, invité par la commission de Défense du *Bundestag* à fournir des précisions le 5 juin, critique ses collaborateurs qui l'auraient mal informé, mais refuse de présenter sa démission. *Northrop Grumman* et EADS réfutent les révélations sur les surcoûts du projet. Une commission d'enquête est mise en place le 26 juin qui doit présenter son rapport avant les élections du 22 septembre. Le 23 juin, le ministère dément les informations selon lesquelles 124 des 871 drones de la *Bundeswehr* auraient été perdus ou endommagés, accidents dont Berlin n'aurait pas révélé l'existence.

mit einem Prozent zu besteuern. Den Rechteinhabern der Inhalte könnten so 86 Millionen Euro zugutekommen. Eine Ausweitung der Abgaben auf Bücher, Kinotickets und Videospiele auf Videoanbieter auch ausländischer Dienstleister ist ebenfalls vorgesehen. Die Kommission schlägt zudem die Abschaffung der Kontrollbehörde für Internetpiraterie *Hadopi* vor, deren Aufgabe künftig dem *Conseil supérieur de l'audiovisuel* (CSA) übertragen werden soll. Internetpiraterie soll nicht wie bisher mit einer Internetsperre und 1 500 Euro geahndet werden, sondern mit Strafen in Höhe von etwa 60 Euro und einem erhöhtem Satz bei wiederholtem Verstoß.

14.05. Das Gesetz zur Reform des Arbeitsmarktes tritt nach der Verabschiedung durch den Senat endgültig in Kraft. Die Nationalver-

sammlung hatte das Gesetz am 9. April mit 250 gegen 26 Stimmen (bei 278 Enthaltungen) verabschiedet. Es sieht eine Flexibilisierung des Arbeitsmarktes bei gleichzeitig besserer Absicherung der Arbeitnehmer vor und beinhaltet unter anderem die Möglichkeit von Kurzarbeit und erleichterten Entlassungen in Krisenzeiten. Die Arbeitnehmer erhalten im Gegenzug bessere Bedingungen bei Teilzeitarbeit, mehr Leistungen aus der Kranken- und Arbeitslosenversicherung und erweiterte Rechte in den Aufsichtsräten. Prekäre Beschäftigungsverhältnisse werden zurückgedrängt.

15.05. Ein Jahr nach seiner Amtsübernahme hält Präsident Hollande seine zweite große Pressekonferenz im Elysée-Palast ab. Dabei fordert er eine umfassende „*Initiative für Europa*“, deren Ziel nicht Austerität sondern Wachstum sein solle. Er

spricht sich für eine monatlich tagende „Wirtschaftsregierung“ mit eigenem Präsidenten für die Eurozone aus. Diese solle unter anderem die Wirtschaftspolitik koordinieren, das Steuerrecht harmonisieren und Steuerflucht bekämpfen. Zudem seien auch neue Programme für die Jugend, eine „europäische Energiegemeinschaft“ sowie Investitionsstrategien für Zukunftsindustrien notwendig.

23.05. François Hollande nimmt als Ehrengast an der 150-Jahrfeier der SPD in Leipzig teil. In seiner Rede würdigt er den Einsatz der SPD für Demokratie, Gleichberechtigung und sozialen Fortschritt in Deutschland und Europa ebenso wie die Errungenschaften der Partei hinsichtlich der Sozialpartnerschaft, des Arbeitsrechts und des Wohlfahrtstaates. Er lobt die Kompromissfähigkeit der Partei und die Agenda 2010, die Deutschland eine starke Wettbewerbsfähigkeit gebracht habe.

150^e anniversaire

Pour célébrer le 150^e anniversaire de la social-démocratie, le SPD invite le 23 mai quelque 1 600 personnes de 80 pays à Leipzig, dont dix chefs d'Etat et de gouvernement, parmi lesquels le président François Hollande. Ferdinand Lassale avait fondé l'Association des travailleurs allemands (ADAV) le 23 mai 1863 à Leipzig. Le président français fait l'éloge des réformes structurelles de l'Agenda 2010, lancée par le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder, présent dans la salle. « Ces décisions n'étaient pas faciles à prendre, mais rien ne se construit, rien de solide ne se bâtit en ignorant le réel », déclare-t-il, alors que Paris ne se lasse pas généralement d'affirmer que l'Allemagne ne saurait être considérée comme un modèle pour la France.

24.05. Ein neues Hochschulgesetz, welches den französischen Universitäten unter anderem Unterricht in einer Fremdsprache (in der Regel Englisch) erlauben soll, befindet sich ab sofort in der

parlamentarischen Beratung. Ziel der Maßnahme ist es, die Attraktivität der französischen Universitäten für ausländische Studierende und Forscher zu steigern und gleichzeitig französische Studenten besser auf die Arbeitswelt vorzubereiten. Der Unterricht in der Fremdsprache soll von Französisch-Sprachkursen und einer Einführung in die französische Zivilisation begleitet sowie mit einem Test bewertet werden. Die Pläne der Hochschulministerin, Geneviève Fioraso, hatten zuvor erheblichen Protest ausgelöst, weil eine Gefährdung der französischen Sprache und Kultur befürchtet wird.

25.05. Gegen die ehemalige französische Wirtschaftsministerin und derzeitige IWF-Chefin Christine Lagarde wird vorerst kein Anklageverfahren wegen Beihilfe zur Veruntreuung öffentlicher Gelder eingeleitet. Indizien für eine Straftat lägen zwar vor, würden aber für ein Anklageverfahren nicht ausreichen, so die Justiz. Hintergrund ist eine Entschädigungszahlung aus der Staatskasse von 100 Millionen Euro an den Geschäftsmann Bernard Tapie, der zeitweise *Adidas*-Haupteigner gewesen war. Am 28. Juni eröffnet die französische Justiz ein Anklageverfahren gegen Bernard Tapie, der sich durch einen abgesprochenen Schiedsspruch mehr als 400 Millionen Entschädigung für den Adidas-Verkauf gesichert haben soll.

27.05. Unmittelbar nach einer erneuten Großdemonstration in Paris gegen das in Kraft getretene Gesetz für gleichgeschlechtliche Partnerschaften werden bei gewaltamen Auseinandersetzungen mit der Polizei 293 Menschen festgenommen und sechs Menschen verletzt. Laut Polizeiangaben nehmen 150 000 Menschen an der Veranstaltung teil. Eine Woche vor der Demonstration hatte der rechtsextreme Autor Dominique Venner aus Protest gegen die gleichgeschlechtliche Ehe vor dem Altar der Kathedrale Notre-Dame mit einem Kopfschuss Selbstmord begangen. Am 29. Mai wird in Frankreich die erste Ehe homosexueller Partner in Montpellier geschlossen.

28.05. Unter dem Titel *New Deal für Europa* starten Frankreich und Deutschland ein gemein-

sames Programm zur Bekämpfung der Jugendarbeitslosigkeit. Der Plan sieht zusätzliche Kredite in Milliardenhöhe für Unternehmen vor, die Ausbildungs- und Arbeitsplätze für Jugendliche schaffen, eine bessere Nutzung der europäischen Fonds sowie mehr Mobilität durch Austauschprogramme. Auch die Ausbildungssysteme sollen neu ausgerichtet werden, wobei die duale Ausbildung in Deutschland als Vorbild dienen soll.

30.05. In Vorbereitung des Europäischen Rates am 27. Juni treffen François Hollande und Angela Merkel in Paris zusammen. Beide Länder stellen einen gemeinsamen Katalog mit dem Titel *Frankreich und Deutschland – gemeinsam für ein gestärktes Europa der Stabilität und des Wachstums* vor. Zu den vorgeschlagenen Maßnahmen gehören die

Förderung von Wachstum und Haushaltskonsolidierung, eine Angleichung der Steuer- und Sozialsysteme, die Bekämpfung der Jugendarbeitslosigkeit und eine bessere wirtschaftspolitische Koordinierung in Europa. In diesem Zusammenhang fordern beide Länder einen Präsidenten für die Eurogruppe.

Juni/juin

03.06. Premierminister Jean-Marc Ayrault stellt vor dem *Haut Conseil de la famille* Maßnahmen zur Neugestaltung der Familienpolitik vor, die das Defizit in der allgemeinen Sozialversicherung verringern sollen. Zu den Maßnahmen gehören unter anderem die Ausweitung des Betreuungsangebotes für Kleinkinder um 275 000 Plätze, die

Chômage en baisse

Selon l'Office européen des statistiques à Luxembourg (*Eurostat*), le chômage dans les 17 pays de la zone euro touchait en mars plus de 19,2 millions de personnes, soit un record de 12,1 % jamais atteint depuis l'introduction de la monnaie européenne. Selon le rapport publié le 30 avril, l'Allemagne détient le taux de chômage le plus bas avec un taux de 5,4 %, chiffre qui reste en deçà des 6,6 % estimés pour le mois de juin par l'Agence allemande de l'Emploi en raison de modes de calcul différents. Selon les chiffres publiés le 29 mai, le nombre de chômeurs est certes repassé sous la barre des 3 millions (2,937 millions de sans emploi), mais la baisse du chômage en Allemagne est cette année plus faible que les années précédentes au mois de mai. Il y a en effet 83 000 chômeurs de moins que le mois précédent, mais 82 000 de plus que l'année précédente à pareille époque. Les chiffres publiés le 27 juin font état de 2,865 millions de chômeurs, soit 72 000 de moins que le mois précédent. Le nombre de demandeurs d'emploi baisse de 56 000 par rapport à l'année précédente. Ces statistiques, auxquelles s'ajoutent des accords salariaux généreux et la faiblesse des taux d'intérêt à long terme, favorisent l'achat de biens immobiliers dans les ménages.

Le 28 mai, La France et l'Allemagne dévoilent à Paris une initiative commune pour lutter contre le fléau du chômage des jeunes. Ce *New Deal for Europe*, allusion étant ainsi faite au plan du président américain Franklin Roosevelt dans les années 1930, permet l'octroi de crédits de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) aux entreprises qui offrent un emploi ou une formation aux jeunes. En février, l'Union européenne avait débloqué 6 milliards d'euros pour lutter contre le chômage de 5,6 millions de jeunes, somme que la BEI utilise comme garantie pour octroyer jusqu'à 60 milliards de crédits d'ici 2020. Angela Merkel annonce qu'elle invite les 27 ministres européens à une conférence sur ce sujet à Berlin début juillet, à laquelle François Hollande veut participer.

La Banque centrale européenne (BCE) provoque la surprise au mois d'avril en publiant une étude selon laquelle le patrimoine moyen des Allemands s'élèverait à un peu moins de 51 400 euros, soit bien en-deçà de la moyenne de la zone euro, estimée à 180 300 euros. Les ménages allemands seraient ainsi les moins riches des 15 pays étudiés. Les chiffres datent néanmoins d'avant la crise de 2008.

Förderung der Inanspruchnahme der Elternzeit auch durch die Väter sowie eine Anhebung der Beihilfen für Alleinerziehende um 25 % und für kinderreiche Familien um 50 %. Beihilfen für Kleinkinder sollen je nach Einkommen um bis zu 50 % gekürzt und automatische Steuergutschriften für Schulkosten abgeschafft werden.

06.06. François Hollande reist zum Staatsbesuch nach Japan und wird dort von Kaiser Akihito und Kaiserin Michiko empfangen. Im Mittelpunkt seiner Reise stehen Gespräche mit dem japanischen Premier Shinzo Abe sowie mit Wirtschaftsvertretern und Investoren. In seiner Rede vor dem japanischen Parlament spricht sich Hollande für eine verstärkte wirtschaftliche Zusammenarbeit zwischen Japan, Frankreich und Europa aus. Dabei betont er die Bedeutung eines Freihandelsabkommens zwischen Japan und Europa. Für die bilaterale Kooperation wünscht sich Hollande eine verstärkte Zusammenarbeit in Energiefragen, in der Wissenschaft und für die Terrorismusbekämpfung. Hollandes Besuch ist der erste Staatsbesuch eines französischen Staatspräsidenten in Japan seit 17 Jahren.

07.06. Nach mehr als drei Jahren Bauzeit wird das neue *Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée* (Mucem) in Marseille feierlich eröffnet. Die in drei Gebäudekomplexen auf insgesamt 40 000 qm untergebrachten Kollektionen widmen sich der Kulturanthropologie der Mittelmeerregion. Dabei handelt es sich sowohl um 20 000 Neuerwerbungen als auch um Ausstellungsstücke des *Musée de l'homme* und Sammlungen des ehemaligen *Musée des arts et traditions populaires* in Paris. Das von dem französischen Architekten Rudy Ricciotti erbaute Hauptgebäude liegt auf einer künstlichen Halbinsel im Hafen von Marseille und wird über einer 115 Meter langen Brücke mit dem Festland verbunden. Es ist das erste Nationalmuseum außerhalb von Paris.

12.06. Im Kampf gegen die extreme Rechte will die französische Regierung hart durchgreifen und die wichtigsten Gruppierungen, darunter die *Jeunesse Nationaliste Révolutionnaire* (JNR), verbieten. Anlass hierfür ist der Tod eines Studenten in Paris,

der in einer antifaschistischen Gruppe mitgewirkt hatte und deswegen von mehreren Rechtsextremen zu Tode geprügelt worden war. Nach den jüngsten Einschätzungen des französischen Geheimdienstes DCRI zählen gewaltbereite rechtsextreme Gruppen in Frankreich zwischen 300 und 400 Mitglieder.

Inondations catastrophiques

Deuxième crue du siècle en Allemagne : onze ans après les inondations de 2002, des milliers d'Allemands, essentiellement dans le Sud et l'Est du pays, subissent en juin d'importants dégâts sous plusieurs mètres d'eau. De Passau en Bavière à Dresde en Saxe, en passant par de vastes contrées en Basse-Saxe, les fleuves et les rivières inondent les villages et les plaines. Rapidement, Berlin débloque une première aide d'urgence de 100 millions d'euros et promet un versement « non bureaucratique ». À plusieurs reprises, la chancelière et le chef de l'Etat se rendent sur les lieux de la catastrophe. Le 25 juin, à la tribune du *Bundestag*, Angela Merkel annonce la mise en place rapide d'un programme d'aide, auquel l'Etat participera à raison de 400 millions d'euros. Un fonds de soutien de 8 milliards d'euros, approuvé par les députés du *Bundestag* le 28 juin, sera également créé, financé par un nouvel endettement du budget 2013, également adopté à l'unanimité des parlementaires. La construction et la rénovation de digues sont également à l'ordre du jour, même si de telles initiatives ne suffiront pas à l'avenir. C'est la raison pour laquelle de nouveaux lacs de rétention devront être aménagés pour recueillir l'eau des fleuves en crue. Les ministres-président des zones concernées s'engagent à coopérer plus étroitement que jamais sur cette question.

14.06. Eine Expertenkommission legt der französischen Regierung einen Bericht zur geplanten Rentenreform vor. Dieser sieht unter anderem eine Verlängerung der Beitragszeit von derzeit 41,5 auf 44 Jahre, eine Erhöhung des Rentenalters von 62 auf 63 Jahre sowie eine Anhebung der Renten-

L'affaire NSU

Le procès de la seule survivante d'un groupe néonazi fait l'objet de nombreuses tergiversations : faisant état d'un manque de place dans les tribunes réservées à la presse, le tribunal de Munich n'accepte que 50 journalistes, désignés dans l'ordre de leur demande d'accréditation, si bien qu'aucun représentant de la presse turque ou grecque ne peut assister au procès. Après la plainte du quotidien turc *Sabah* le 6 avril, la Cour constitutionnelle de Karlsruhe demande le 13 avril que la procédure soit révisée pour que la presse turque soit représentée dans des proportions acceptables. Le tribunal choisit la solution d'un tirage au sort. Le procès, prévu pour le 15 avril, est repoussé au 6 mai en raison de l'organisation de ce tirage le 29 avril – lequel aboutit cette fois à l'absence des correspondants judiciaires de grands journaux et des principales agences de presse, alors que de petits quotidiens de province peuvent assister aux débats.

Dès l'ouverture du procès, les avocats de la défense contestent l'impartialité de la cour, car contrairement aux autres membres de l'assistance ils ont été fouillés. A l'extérieur du tribunal, des heurts opposent les quelque 500 policiers déployés à des manifestants, furieux de ne pas pouvoir assister au procès, essentiellement des membres de la communauté turque et des militants de mouvements antiracistes.

Le 14 mai, le procès, qui devrait durer environ un an, peut enfin commencer. Cinq accusés sont présents : Beate Zschäpe, 38 ans, et quatre autres soupçonnés de complicité. 86 personnes se sont constituées parties civiles, elles sont représentées par une cinquantaine d'avocats.

C'est seulement par un concours de circonstances que la police avait découvert en novembre 2011 le réseau néonazi à la suite d'une attaque de banque manquée qui avait conduit au suicide de deux de ses auteurs dans leur caravane à Eisebach. Une arme avait alors été trouvée, celle qui a servi à dix crimes (huit Turcs, une Grecque et une policière allemande) entre les années 2000 et 2007, ainsi que deux attentats à la bombe dans

des quartiers à forte population immigrée de Cologne, sans oublier une quinzaine de braquages de banques.

Sur un DVD saisi dans le véhicule calciné, la police avait découvert que trois auteurs (dont les deux braqueurs de banque morts dans l'incendie de leur caravane, Uwe Mundlos et Uwe Böhnhardt) revendiquaient ces crimes, mettant ainsi les enquêteurs sur la piste d'un réseau néonazi jusqu'ici insoupçonné. Quatre jours plus tard, Beate Zschäpe se livre à la police d'Iéna, mais refuse de donner toute explication. Quatre autres personnes sont accusées d'avoir apporté leur soutien au trio.

Au fil des jours qui suivent l'arrestation de Beate Zschäpe, les négligences de l'enquête sont de plus en plus évidentes : petit à petit, les autorités découvrent que dans les années 90, le trio faisait partie de la plus grande organisation néonazie de sa région d'origine, le *Thüringer Heimat-schutz* (Protection de la patrie de Thuringe), accusé d'avoir profané des stèles de victimes du nazisme. Cette organisation avait anticipé la fondation en 1998, par ce trio, d'un groupuscule extrémiste, appelé *Nationalsozialistischer Untergrund* (clandestinité national-socialiste) ou plus communément par ses initiales NSU. La police d'Iéna avait déjà repéré les extrémistes dans le passé – ils avaient accroché par exemple une poupée sur un pont d'autoroute avec la mention « juif ». On a appris depuis que les services de renseignements, le contre-espionnage militaire (MAD) et la police de Berlin avaient infiltré au moins 24 indicateurs au sein de la NSU.

Cette affaire NSU, aux multiples facettes, a déjà provoqué en juillet 2012 la démission du président des services de renseignements, Heinz Fromm, après qu'il eut admis que des informations sur la NSU ont été détruites par son administration. Quatre chefs du renseignement (Thuringe, Saxe, Saxe-Anhalt et Berlin) ont également dû quitter leurs fonctions. Ils avaient trop rapidement écarté la piste d'extrême-droite pour préférer celle qui limitait l'enquête à de possibles exactions de mouvements islamistes ou de la mafia turque.

beiträge von 0,1 % für Besserverdienende vor. Zudem soll der Rentenzuschlag von 10 % für Eltern mit mindestens drei Kindern abgeschafft und der Sozialsteuerbeitrag für Rentner von derzeit 6,6 % auf 7,5 % angehoben und damit dem Beitrag für Berufstätige angepasst werden. Eine Angleichung der Renten des öffentlichen Dienstes an die Privatwirtschaft ist ebenfalls vorgesehen. Die Reform soll Ende des Jahres abgeschlossen sein.

20.06. In Paris findet eine große Sozialkonferenz statt, an der Vertreter der Regierung, Arbeitgeber und Gewerkschaften teilnehmen. Dabei wird eine Agenda verabschiedet, die als Grundlage für die Sozialpolitik der kommenden Jahre dienen soll. Im Mittelpunkt steht die Förderung der Beschäftigung von Arbeitslosen durch Fortbildungen. Darüber hinaus wird eine allgemeine Reform der beruflichen Fortbildung beschlossen. In der Diskussion um die Rentenreform spricht sich Staatspräsident Hollande für eine Verlängerung der Mindestbeitragszeit aus.

21.06. Die EU-Kommission räumt Frankreich zwei Jahre mehr Zeit zum Abbau der Neuverschuldung ein. Dementsprechend muss das Defizit bis 2015 auf die zulässige Grenze von 3 % der Wirtschaftsleistung gesenkt werden. Die EU korrigiert damit die Wachstumsprognose des französischen Stabilitätsprogramms und rechnet mit einem Staatsdefizit von 3,9 % des Bruttoinlandsprodukts für 2013 und von 4,2 % für 2014.

24.06. Mit 58 % der Stimmen gewinnt der Kandidat der konservativen Partei UMP, Jean-Louis Costes, die Nachwahl im südwestfranzösischen Wahlkreis Villeneuve-sur-Lot, die aufgrund des Rücktritts des ehemaligen Haushaltministers, Jérôme Cahuzac, notwendig geworden war. Der Kandidat der rechtsextremen Partei *Front National*, Etienne Bousquet-Cassagne, erhält 46 % der Stimmen. Der Kandidat der regierenden Partei PS, Bernard Barral, war bereits im ersten Wahlgang ausgeschieden.

25.06. Die französische Nationalversammlung stimmt in erster Lesung für mehrere Gesetzesent-

würfe, die ein schärferes Vorgehen gegen Steuerbetrug und mehr Transparenz in der Politik vorsehen. Diese sehen unter anderem einen neuen Straftatbestand des bandenmäßig organisierten Steuerbetrugs, eine Erhöhung des Strafrahmens

Obama à Berlin

Pour la première fois depuis son élection en 2008, le président Barack Obama se rend le 19 juin à Berlin, quelques jours avant le 50^e anniversaire du discours prononcé en 1963 (« *Ich bin ein Berliner* ») par John F. Kennedy dans la ville divisée. Dans son discours devant 6 000 personnes réunies à l'ombre de la Porte de Brandebourg, le chef de l'exécutif américain tente de justifier les écoutes massives des services secrets (NSA) révélées par un ancien consultant américain, Edward Snowden, dans la presse britannique en estimant que cette forme d'espionnage garantissait la sécurité. Les propos peinent à convaincre en Allemagne, surtout après d'autres révélations les jours suivants, indiquant que les Britanniques agissent de la même façon (programme *Tempora*) envers l'Allemagne et l'Union européenne. Le 26 juin, un débat sur la protection des données contre l'espionnage international est organisé au Bundestag.

Juste avant son arrivée en Allemagne, Obama avait participé, avec la chancelière et les autres membres du G8, au sommet de Lough Erne en Irlande du Nord pour lancer symboliquement les négociations d'un accord de libre échange entre l'Europe et les Etats-Unis (TTIP), prévues pour commencer le 8 juillet.

auf sieben Jahre Gefängnis und bei Strafgeldern auf 2 Millionen Euro, die Angleichung der Strafen für juristische Personen sowie eine Verlängerung von Verjährungsfristen vor. Zudem wird festgeschrieben, dass auch durch illegale Mittel erlangte Beweise gegen Steuerbetrüger verwendet werden dürfen. Zur Bekämpfung von Korruption und Steuerbetrug wird eine nationale Staatsanwaltschaft geschaffen. Zur Erhöhung der Transparenz in der Politik müssen Vermögen in Behörden zur Einsicht offengelegt werden.

Ehrungen/Distinctions

Dalia Grybauskaite, présidente de Lituanie depuis mai 2009 après avoir été commissaire au budget à Bruxelles, reçoit le 9 mai à Aix-la-Chapelle le Prix international Charlemagne, décerné tous les ans à une personnalité politique européenne. Elle déclare dans son discours de remerciements que « *le peuple lituanien sait très bien que l'Europe ne s'offre pas sur un plateau* », et qu'il convient d'assumer ses responsabilités en prenant les décisions qui s'imposent, par exemple pour retrouver l'équilibre budgétaire.

François Hollande, Staatspräsident, erhält am 5. Juni den von der UNESCO vergebenen Félix-Houphouët-Boigny-Friedenspreis für seinen Beitrag zum Frieden und zur Stabilität in Afrika und insbesondere für das militärische Eingreifen in Mali. Zahlreiche westafrikanische Staats- und Regierungschefs nehmen an der Preisverleihung teil. Der nach dem Namen des früheren Präsidenten der Elfenbeinküste benannte Preis wird seit 1989 vergeben und würdigt Institutionen oder Einzelpersonen, die sich um die Sicherung des Friedens verdient gemacht haben.

Gestorben/disparitions

François Jacob, Professor und Nobelpreisträger, stirbt am 19. April im Alter von 92 Jahren. Jacobs Arbeiten zur Genetik von Bakterien und zur Genregulation hatten ihn weltweit berühmt gemacht. Jacob war von 1960 bis 1991 Leiter der Abteilung für Zellgenetik am *Institut Pasteur* und hatte zudem am *Collège de France* (1964–1991) gelehrt.

André Bord, ehemaliger *Résistance*-Kämpfer und mehrmaliges Regierungsmitglied, stirbt am 13. Mai im Alter von 92 Jahren. Er war zuletzt Präsident der Stiftung *Entente Franco-Allemande* (FEFA) in Straßburg.

Henri Dutilleux, Komponist, zeitweise auch Chorleiter und Pianist, stirbt am 22. Mai im Alter von 97 Jahren in Paris. Er galt in Frankreich als Klassiker der Moderne und war im Bereich der Instrumentalmusik international erfolgreich.

Georges Moustaki, Sänger und Komponist, stirbt am 23. Mai im Alter von 79 Jahren in Nizza. Er war mit Kompositionen wie *Le Métèque* oder *Milord* international bekannt geworden. Der 1934 in der ägyptischen Stadt Alexandria als Sohn griechischer Einwanderer geborene Moustaki war 1951 nach Paris gezogen, er hatte rund 300 Lieder, unter anderem für Edith Piaf, Yves Montand und Barbara, geschrieben.

Pierre Mauroy, erster sozialistischer Premierminister der Fünften Republik (1981–1984) und Parteichef der Sozialisten (1988–1992), stirbt am 7. Juni im Alter von 84 Jahren in Paris. Er hatte unter anderem die 39-Stunden-Woche verhandelt und die Todesstrafe in Frankreich abgeschafft. Er war außerdem 28 Jahre lang Bürgermeister der nordfranzösischen Stadt Lille.

Sarah Kirsch, auteur de poèmes sur la nature, décède le 5 mai à l'âge de 78 ans. Sa poésie était parsemée d'allusions politiques. Elle avait quitté la RDA en 1977, en protestant contre l'expulsion de l'écrivain Wolf Biermann, auquel le régime est-allemand avait retiré la nationalité l'année précédente. Deux de ses recueils ont été traduits en français.

Walter Jens, écrivain, meurt le 9 juin à l'âge de 90 ans. Professeur de rhétorique et brillant orateur, ancien président de l'Académie des Arts de Berlin, il a marqué le débat intellectuel des années 1950 à 1990 en Allemagne fédérale. Il a créé en 1963 à Tübingen la première (et la seule) chaire de rhétorique du pays. Il avait hébergé chez lui des déserteurs américains pendant la première guerre du Golfe.

Werner Lang, 91 ans, décède à Zwickau (Saxe) le 17 juin. Ancien chef constructeur des usines automobiles de cette ville, il avait notamment développé à partir de 1957 la célèbre *Trabant*, véhicule emblématique de l'ex-RDA possédant un moteur à deux temps, vendu à plus de 2,8 millions entre 1964 et 1990.